



Cahiers de la Méditerranée

78 | 2009

Migration et religion en France (Tome 2)

Les Juifs français face aux Juifs étrangers dans la France de l'entre-deux-guerres

Jérémy Guedj



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4637>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2009

Pagination : 43-73

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jérémy Guedj, « Les Juifs français face aux Juifs étrangers dans la France de l'entre-deux-guerres », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 78 | 2009, mis en ligne le 15 février 2010, consulté le 19 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4637>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Les Juifs français face aux Juifs étrangers dans la France de l'entre-deux-guerres

Jérémy Guedj

- 1 Si les Juifs de France obtinrent l'émancipation avec la Révolution française, ils demeurèrent depuis lors en quête d'identité. Intégrés à la nation française, ils cherchaient en permanence à concilier les deux pôles entre lesquels ils se trouvaient tiraillés : l'appartenance à la nation française, la francité, dont ils clamaient haut et fort leur fierté, et l'affiliation à une communauté de foi et de culture, la judéité. Un tel effort ouvrit la voie à un mode particulier du fait religieux où les éléments national et confessionnel s'entremêlaient : le franco-judaïsme ou « israélitisme » ; la désignation d'« Israélite », considérée comme noble, supplantant celle de « Juif » aux accents présumés péjoratifs¹. Épousant les valeurs du régime républicain, héritier de 1789, les Juifs français se faisaient souvent les pourfendeurs de tout particularisme culturel ou religieux.
- 2 Aussi considéraient-ils diversement les Juifs étrangers qui avaient fait de la France leur terre d'élection, au cours des différentes vagues d'immigration juive. La France avait accueilli des Juifs étrangers depuis le XIX^e siècle, mais la question de l'immigration juive se posa avec une acuité nouvelle dans l'entre-deux-guerres, du fait du caractère massif revêtu par ce phénomène, ainsi que du nouveau contexte dans lequel évoluait le franco-judaïsme, sorti renforcé de la Grande Guerre. Cet entre-deux-guerres apparaissait d'ailleurs loin d'être uniforme pour les Juifs français : à une période de « réveil juif » sur les plans culturel et religieux², propice à l'ouverture à l'autre, dans les années 1920, succéda une violente décennie d'antisémitisme, sur fond de montée des périls, temps de la crainte et du repli sur soi.
- 3 De tels aspects invitent à repousser l'appréhension des rapports entre Juifs autochtones et étrangers sous l'angle d'un antagonisme inébranlable. Complexes s'avéraient de fait les relations humaines : privées ou institutionnelles, fréquentes ou occasionnelles, amicales ou conflictuelles, elles constituaient un univers de situations pouvant apparaître difficile

à restituer fidèlement, et qui nécessite l'appel à un corpus varié de sources. Documents d'archives, presse, témoignages, souvenirs, romans permettront de se demander, en mêlant les points de vue, si l'appartenance à une religion commune était à même de constituer un ciment entre autochtones et immigrés, de supplanter les affinités nationales, et de jeter les bases d'une solidarité confessionnelle susceptible de favoriser l'intégration harmonieuse des nouveaux venus. Si les relations apparaissaient fondées sur la religion commune, pouvaient intervenir, en raison de la nature multiforme de la judéité, des éléments d'ordre culturel et politique qui se superposaient parfois aux considérations purement confessionnelles.

- 4 Les Juifs français s'accordaient généralement à reconnaître la singularité de l'immigration juive, mais ils en dégageaient de « bons » et de « mauvais » éléments, ce qui rendait difficile la mise en œuvre de la solidarité religieuse et entravait l'intégration des étrangers.

La singularité de l'immigration juive

- 5 Lors d'une conférence prononcée en 1927 devant le Comité national d'Études politiques et sociales, le grand-rabbin de France, Israël Lévi, déclarait : « L'immigration actuelle en France est presque entièrement catholique »³. Il sous-entendait en fait la faiblesse numérique de l'immigration juive tout autant qu'il introduisait, dans l'analyse du phénomène migratoire, le facteur religieux. Quels étaient, de fait, dans les aspects comme dans les causes de l'immigration juive en France, les liens entre migration et religion, notamment sous l'œil des Juifs français d'alors ? En quoi celle-ci apparaissait-elle singulière par rapport à l'immigration générale en France ?

Les caractéristiques de l'immigration juive

- 6 Une série d'observations permet d'emblée de cerner les caractères particuliers de l'immigration juive.
- 7 Celle-ci se révélait fortement hétérogène, tant par les nationalités que par les statuts des migrants. Immigrés traditionnels et réfugiés voisinaient, tandis que les clandestins, susceptibles de s'intégrer aux deux catégories, brouillaient les frontières, déjà ténues, entre les différentes sortes de migrants. Aussi, les estimations sont-elles sujettes à caution, l'absence d'indicateurs précis et les fluctuations des effectifs constituant un handicap supplémentaire. Malgré ces obstacles, retracer un tableau somme toute fiable de l'immigration juive dans l'entre-deux-guerres, à partir des données du recensement de 1931 et des évaluations de la population juive à la veille de la guerre, ne relève pas de la gageure⁴ :

Nationalités	Nombre d'immigrés juifs	Pourcentage du nombre total d'immigrés juifs
Polonais	70 000	33,8
Allemands	40 000	19,3

Orientaux (Ottomans et Bulgares)	20 000	9,7
Russes	18 000	8,7
Roumains	10 000	4,9
Hongrois	7 000	3,4
Tchécoslovaques	5 000	2,4
Apatrides	12 000	5,8
Autres	25 000	12
Total	207 000	100

- 8 La population juive immigrée s'élevait ainsi à plus de 205 000 personnes, réalité nettement sous-estimée par les Juifs français de l'époque qui avançaient pour leur part le nombre approximatif de 100 000⁵ ; le total réel représentait les deux tiers de la population juive totale estimée à 300 000 personnes⁶. Cet effectif fut le résultat de quatre vagues d'immigration massives dont l'importance numérique allait chaque fois croissant : au cours du premier mouvement, de la fin du XIX^e siècle à 1914, la France accueillit 30 000 Juifs, contre plus de 175 000 entre 1918 et 1939, qui échelonnaient leurs arrivées en trois temps, 1919-1920, 1933 et 1938-1939. Une nuance peut être apportée, car nombre d'immigrés considéraient la France comme une simple plateforme provisoire, dans l'attente de gagner les États-Unis pour la plupart. Ces « oiseaux de passage »⁷, en cours de « transmigration »⁸, selon les expressions de Jacques Biélinisky, rédacteur de la revue *L'Univers Israélite*, organe officieux du Consistoire, demeuraient difficiles à évaluer ; l'on sait cependant que 40 000 immigrés avaient transité momentanément par Paris dans l'entre-deux-guerres⁹, et dont l'essentiel provenaient d'Allemagne.
- 9 Prépondérante, et même dominante, se révélait, parmi les nouveaux arrivants, la part des immigrés « de l'Est », ainsi qu'on les dénommait à l'époque : les Polonais, les Russes, les Roumains, les Hongrois et les Tchécoslovaques composaient une fraction de 110 000 personnes, soit 53 % du nombre total d'immigrés juifs. Les Méditerranéens n'en formaient quant à eux que 15 %.
- 10 S'il était considérable par rapport à la population juive, le nombre d'immigrés juifs se révélait très faible relativement au nombre total d'immigrés, toutes religions confondues. Les Juifs ne dominaient en effet que dans le cas de l'immigration allemande, dont ils représentaient 53,3 %, avec un effectif estimé à 40 000 sur 75 000. En revanche, ils ne formaient qu'une faible part des autres nationalités et pesaient peu en donnée absolue : ainsi, si les Juifs constituaient 36,8 % des Hongrois, ils ne formaient qu'un groupe de 7 000 personnes ; au sein des nationalités où ils auraient pu fournir le plus gros contingent, ils n'étaient que d'un faible apport : sur les 515 000 Polonais immigrés en France, seuls 70 000 professaient la religion de Moïse, soit 13,6 %. Une telle situation expliquait que seuls 6,9 % des immigrés totaux appartenaient au judaïsme. C'est que la hiérarchie des nationalités de l'immigration juive présentes et celle de l'immigration générale suivaient des tendances opposées ; déjà en 1921, Ben-Ammi, alias le rabbin

Maurice Liber, soulignait que « les pays qui nous envoient le plus d'étrangers sont ceux qui ne nous envoient pas de juifs »¹⁰. Le recensement de 1931 plaçait en effet en tête les Italiens, suivis des Polonais, des Espagnols et des Belges¹¹. À l'exception des Polonais, ces groupes nationaux apparaissaient pas ou peu représentés au sein de l'immigration juive qui, de cette manière, loin de constituer l'image miniaturisée de la tendance migratoire générale, possédait ses propres traits distinctifs.

- 11 Ces aspects se vérifiaient d'ailleurs sur le plan qualitatif : les Juifs semblaient immigrer suivant des modalités particulières. Leur répartition géographique témoignait ainsi d'une très forte polarisation parisienne : 80 % des Juifs naturalisés entre 1924 et 1935 vivaient à Paris ou dans sa banlieue¹². Ceux-ci se regroupaient par nationalité et cherchaient à recréer les structures tout autant que l'atmosphère du pays qu'ils avaient quitté, en conservant, notamment dans les premiers temps de l'installation en France, les modes de vie et coutumes de la contrée d'origine. Les quartiers immigrés, « véritables colonies » selon les Juifs français¹³, ou *shtetls* (« petite ville » en yiddish) pour les immigrés, se situaient essentiellement dans la zone géographique du quartier de Saint-Paul, le *Pletzl* (« petite place » en yiddish), dans le 4^e arrondissement principalement¹⁴, et regroupaient les Juifs d'Europe centrale et orientale. Le *Pletzl* faisait office de quartier religieux immigré. Tel n'était pas le cas du quartier de Belleville, dans les 19^e et 20^e arrondissements, aux éléments nettement plus politisés, ayant souvent gagné la France de fraîche date¹⁵. Quant au quartier de la Roquette, dans le 11^e arrondissement, il était surtout peuplé de Juifs orientaux¹⁶. Le poids de l'immigration juive à Paris fit de la capitale un grand centre de la vie juive française et européenne ; la Province, bien qu'elle hébergeât nombre de Juifs immigrés, à Strasbourg, Metz, Lille, Bordeaux, Marseille ou Nice, perdait quant à elle de sa vigueur. À cette particularité géographique s'ajoutait le caractère familial¹⁷ et la longue durée de l'immigration juive.
- 12 Fallait-il alors parler d'immigration des Juifs ou d'immigration juive ? Les Israélites français optaient pour la seconde dénomination et reconnaissaient sans ambages la spécificité du phénomène migratoire animé par leurs coreligionnaires. Les observations fines que les Juifs nationaux livraient à leur communauté présentaient une série de situations originales par rapport à l'immigration générale. L'examen des causes ratifiait-il les impressions premières ?

Les causes de l'immigration juive

- 13 Parmi les Israélites, les motifs d'immigration de leurs coreligionnaires étrangers faisaient l'objet de vifs débats. Ne pas reconnaître le rôle essentiel du facteur religieux aurait constitué à coup sûr un gage de mauvaise foi intellectuelle ; concéder cependant que les Juifs gagnaient la France avant tout en raison de leur foi serait revenu à leur appliquer un statut spécial, situation impliquant une assistance généralisée à leur égard. C'était donc au sujet de l'importance de la part revêtue par le facteur religieux que le consensus faisait le plus défaut. Les uns le tenaient pour essentiel, les autres le minoraient.
- 14 Nombre d'observateurs rappelaient l'image séculaire traduisant le lien entre foi et migration : celle du « Juif errant » ; *Paix et Droit*, revue de l'Alliance israélite universelle, institution sensible à la détresse des Juifs de par le monde, souscrivait à cette représentation : « La légende populaire qui sait, en une image frappante, résumer et symboliser un événement, une idée, ne s'est pas trompée en créant le *juif errant* ! »¹⁸. Élie Éberlin, haut nom du judaïsme français et originaire d'Europe centrale, confirmait :

« L'histoire du peuple juif depuis vingt siècles n'est en somme que l'histoire de ses incessantes migrations »¹⁹. Il rappelait l'ensemble des bannissements collectifs ordonnés au peuple d'Israël depuis l'exil de Babylone²⁰ : tous les mouvements migratoires qui s'ensuivaient, symboles des vexations antisémites, trouvaient leur cause dans l'appartenance au judaïsme.

- 15 Se trouvait-on, pendant l'entre-deux-guerres, dans le même cas de figure ? Il n'existait certes plus de bannissement collectif, mais les difficultés de la vie quotidienne, dans les pays gagnés par la fièvre antisémite, incitaient nombre de Juifs à prendre le chemin de l'exil, ce qui faisait de la religion un facteur décisif. Autochtones et étrangers considéraient le départ comme la seule issue possible. Erwin Schnurmann, auteur d'une étude sur les Juifs d'Alsace, reconnaissait, au sujet des Juifs polonais, que « le besoin de l'immigration devint pour eux une nécessité irrésistible »²¹ ; les pays d'origine de tels exilés faisaient figure de véritables « enfers »²². Le Polonais Ilex Beller, apportait la confirmation suivante :

Quelle autre solution alors, pour un jeune juif, que l'émigration ? Partir, fuir aussi loin que possible, au bout du monde, en Amérique, en Argentine ou, tout simplement, dans un des pays d'Europe, aussi éloigné que faire se pouvait de la Pologne²³.

- 16 « Partir, c'est vivre », affirmait-on souvent²⁴. Le rôle de la judéité dans la décision ou la nécessité d'émigrer pesait donc d'un poids certain. D'où il ressortait que les diverses vagues d'immigration juive correspondaient à des périodes d'antisémitisme ou de détérioration de la condition juive dans les pays d'origine : 1881, avec l'assassinat du tsar Alexandre II et la série consécutive de pogromes en Russie, donna ainsi le coup d'envoi de l'émigration des Juifs russes²⁵. De même, l'arrivée des Juifs orientaux (Grecs, Turcs et Bulgares) coïncidait avec une mutation de la condition des *dhimmi*s dans l'Empire ottoman : la suppression de l'exemption militaire pour les non-musulmans fut vécue comme un véritable « travail forcé »²⁶ par les Juifs, ce à quoi s'adjoignait leur désorientation au sein de nouveaux États nés du principe de l'unité nationale, et où les Juifs, habitués au cadre communautaire, ne trouvaient plus leur place²⁷. En revanche, la faible présence d'Israélites italiens en France témoignait de ce que, dans un pays apportant sa protection au judaïsme – et l'Italie de Mussolini s'y employa, jusqu'en 1938 du moins – l'émigration à motif religieux n'existait pratiquement pas²⁸. Il y avait bien des Juifs italiens en France, mais ils avaient émigré pour des raisons politiques : ils se présentaient comme des *fuorusciti*, des antifascistes, avant de faire état de leur judaïsme²⁹.

- 17 La frontière entre les émigrations économique, politique et religieuse se trouvait ainsi fort difficile à identifier³⁰. Aussi, en opposition avec le courant minoritaire, certains Israélites français ne considéraient-ils pas l'immigration de leurs coreligionnaires comme primordialement et directement liée à la judéité. Un rédacteur du journal *Paix et Droit* écrivait ainsi en 1921, au sujet des Juifs d'Europe orientale :

Il ne faudrait pas croire, en effet, que l'émigration des juifs est seulement une conséquence de la guerre et des pogromes. Sans s'arrêter à l'opinion qui voit dans l'histoire des juifs l'histoire de leurs migrations, on peut se rendre compte, par l'histoire d'hier, que le mouvement moderne de l'émigration des juifs de l'Europe orientale remonte à un demi-siècle, et il a des causes qui remontent à plusieurs siècles. [...] Les causes de l'émigration juive ne sont que les formes spécifiques de la cause générale³¹.

- 18 Tous les Juifs français étaient en revanche d'accord pour reconnaître que leurs frères immigrés choisissaient la France en raison de son image de terre de liberté. Qu'en disaient

les intéressés eux-mêmes ? Pourquoi choisissaient-ils la France ? Maurice Rajsfus, d'origine polonaise, s'interrogeait en ces termes sur l'état d'esprit de son père :

Quelle a pu être la motivation qui a poussé Nahoum à quitter Radom et la Pologne ? Était-ce le goût de la réussite ? Rien n'est moins sûr. Était-ce la recherche de la liberté ou tout au moins de son apparence ? C'est plus vraisemblable³².

- 19 Les Juifs du pays d'accueil corroboraient de tels témoignages. Rappelant la douloureuse situation des Juifs allemands, le grand-rabbin de Paris, Jacob Kaplan, les comparait à leurs ancêtres esclaves en Égypte, qui fuyaient la terre de Pharaon pour gagner la liberté, et qui, au soir de la Pâque juive, chantaient, le cœur déchiré, le refrain biblique : « aujourd'hui, nous sommes esclaves, l'année prochaine, nous serons des hommes libres »³³. Arriver en France, c'était obtenir la délivrance. Cette image se révélait proche de la réalité vécue par les nouveaux arrivants : faisant leur le proverbe yiddish, « Heureux comme Dieu en France », ils voyaient dans la France une nouvelle « Terre promise »³⁴. Le philosophe Emmanuel Levinas aimait à rappeler un mot de son grand-père louant le pays qui sut résister aux haines déchaînées lors de l'Affaire Dreyfus : « Un pays qui se déchire, qui se divise pour sauver l'honneur d'un petit officier juif, c'est un pays où il faut rapidement aller »³⁵. Quant à eux, les plus engagés à gauche soulignaient la vive présence de l'héritage révolutionnaire en France, qui se traduisait par un vigoureux souffle d'antifascisme. La capitale de la France exerçait un attrait quasi-mystique sur les Juifs nouvellement arrivés³⁶ : symbole de cette liberté française, elle abritait toutes les avant-gardes artistiques³⁷ ; « pôle de culture qui rayonne sur le monde »³⁸, son « sol sacré »³⁹ accueillait une large palette d'artistes juifs, notamment ceux qui gonflèrent les rangs de l'École de Paris, tels Marcoussis, Soutine, Chagall, Modigliani, ou encore des écrivains comme l'Allemand Lion Feuchtwanger⁴⁰.
- 20 Les images de la France et de Paris semblaient idéalisées par les Juifs nationaux et immigrés. Ceux qui, des deux côtés, faisaient état de causes plus prosaïques pour expliquer l'arrivée des étrangers n'étaient pas légion : le besoin d'hommes en France après 1918⁴¹, la restriction de l'immigration dans de nombreux pays accueillant ordinairement les exilés, la conduite des réfugiés à Paris par des autorités désireuses d'éviter toute concentration étrangère aux frontières⁴² comptaient pour peu dans l'évocation des causes de l'immigration. Si les conditions de vie quotidienne s'avéraient parfois difficiles, tous notaient la joie des étrangers de s'être installés en France. Cet amour du pays d'accueil constituait, en un sens, un moyen de rapprochement entre Juifs français et immigrés.
- 21 Que les Israélites français se montrassent si intéressés par les modalités et les causes de l'immigration de ceux dont ils partageaient la foi témoignait de l'ampleur de la mutation entraînée par les nouveaux venus dans le judaïsme français. La conclusion à laquelle aboutissaient les Juifs de France, qui, en définitive, mettait en valeur l'aspect religieux de l'immigration en question, faisait de cette dernière un problème communautaire. Alfred Berl, témoin des interrogations des siens, demandait : « Comment la France peut-elle absorber et digérer, sans dommage, une telle quantité d'allogènes ? »⁴³. À cette question, l'on apportait une réponse unanime : il fallait assimiler les étrangers. Pour ce faire, il convenait d'abord d'analyser les capacités d'intégration de chacun : les Israélites du pays d'accueil établissaient ainsi une hiérarchie des nationalités juives immigrées. Suivaient-ils sur ce point les mêmes tendances que celles de l'opinion française générale ?

Le même et l'autre : les portraits nationaux des Juifs étrangers

- 22 Si l'on devait caractériser le judaïsme français de l'entre-deux-guerres par une expression, celle-ci pourrait sans doute être : « Français d'abord ». Pour les Israélites d'alors, qui faisaient montre d'un patriotisme exalté, les intérêts de la France devaient primer toute autre considération, y compris religieuse. Ceux-ci se sentaient souvent davantage attirés par leurs compatriotes français que par des coreligionnaires venus d'horizons trop lointains. Pour autant, ils ne faisaient pas fi du lien confessionnel qui les unissait à eux : ces « frères » leur inspiraient cependant des sentiments variés, allant de l'attirance au rejet. Quel était l'état d'esprit des Israélites français ? Se sentaient-ils davantage en présence du même, le Juif, ou de l'autre, l'étranger ?

« Frères juifs » : attirance et rejet

- 23 Malgré l'absence d'indicateurs précis, il semble que les relations quotidiennes entre les autochtones et les étrangers se réduisaient à la portion congrue. L'on dispose du seul chiffre des mariages religieux intercommunautaires, ou « mixtes », célébrés à Paris entre 1906 et 1925 : 14 %⁴⁴. Ce chiffre apparaissait toutefois important quand on connaissait la réprobation suscitée de part et d'autre par de telles unions⁴⁵, et surtout quand on le comparait au taux de mariages entre Français et immigrés non-juifs, qui s'élevait à seulement 6 %⁴⁶. L'appartenance à une religion commune créait ainsi un lien non négligeable. Dans le quotidien, les contacts demeuraient néanmoins réduits : à la séparation géographique entre les quartiers immigrés et ceux où résidaient les Juifs anciennement installés, s'ajoutait la cristallisation de chaque groupe autour de son particularisme ; les étrangers ne se sentaient pas attirés par leurs hôtes, tandis que ces derniers désertaient les lieux où les contacts étaient susceptibles de s'établir⁴⁷. Plus qu'une réalité tangible, l'inextricabilité de ce rejet mutuel semblait en fait en grande partie une création de l'esprit : Jéhouda Tchernoff se demandait de cette manière s'il ne s'agissait pas d'un « fossé imaginaire »⁴⁸. De même, Jacques Biélinisky évoquait cette méconnaissance mutuelle et analysait en ces termes la distance entre les deux communautés : « Il y a de certains frottements et beaucoup d'ignorance des deux côtés ; on ne se connaît pas assez de part et d'autre »⁴⁹. En dépit de cette lucidité, les barrières ne tombaient pas ; des deux côtés, l'on campait sur ses positions habituelles, en invoquant une complète différence d'état d'esprit :

Quand je me trouvais en présence d'une famille juive, j'avais aussi bien que mes amis, qui me faisaient part des mêmes impressions, la sensation nette que ces familles me considéraient avant tout comme un étranger comme un Juif né en Russie, en Pologne, en Turquie, en Roumanie...

Mon moi intellectuel et moral différait du leur. Le judaïsme « français » ne créait pas l'ombre d'un lien avec un étranger, issu du judaïsme « russe ». Je ne pouvais découvrir d'affinités qu'avec des âmes qui auraient connu les mêmes souffrances, éprouvé les mêmes tourments, auraient partagé mes conceptions de la vie, mes idées de justice sociale⁵⁰.

- 24 Tchernoff allait même jusqu'à affirmer que seuls ses coreligionnaires lui inspiraient cette impression de rejet ; les chrétiens lui semblaient plus ouverts : « Chose curieuse, je ne

ressentais pas dans [les] familles non-juives, la même impression d'isolement, la même sensation de cloisons étanches »⁵¹.

- 25 D'où venait cette incompréhension mutuelle ? Chacun renvoyait la faute sur le camp adverse, mais la question de l'assimilation constituait la principale pomme de discorde : les Français reprochaient aux immigrés de ne pas être assez assimilés, ces derniers, qui ressentaient cette critique comme une marque de supériorité et de condescendance, accusant leurs hôtes d'être, quant à eux, trop assimilés. C'est que la mentalité des Israélites français s'inscrivait dans l'esprit du temps. Ils considéraient l'immigration en général comme une chance pour leur pays : conservateurs et libéraux, forts du souvenir de leurs épreuves passées, rejetaient tout racisme et toute xénophobie. L'apport d'étrangers ne devait toutefois pas contrarier les intérêts de la France et des Français : le maître mot chanté par les Israélites français demeurait la « francisation », c'est-à-dire non pas la possibilité d'accorder son identité avec celle de la France – l'intégration –, mais bien le fait d'abandonner son particularisme et de fusionner intégralement avec la nation, ou assimilation. Il s'agissait là de la condition *sine qua non* de la bonne marche de l'immigration, au nom de la préservation d'une triade française présentée par William Oualid comme « l'idée de l' "unité", de l' "intégrité" et de l' "indivisibilité" française »⁵². Il s'expliquait :

[La France] ne veut nullement violenter les consciences, mais elle entend légitimement se défendre contre les atteintes à son unité nationale et morale. Elle n'a nul désir de devenir le réceptacle des refusés et des indésirables du monde entier. C'est aujourd'hui, sans conteste, la plus hospitalière et la plus accueillante des nations. [...]

La France ne demande à personne l'abandon de son individualité. Mais elle est en droit d'exiger que l'on respecte la sienne⁵³.

- 26 De telles prises de position comportaient une double vertu : mettre en garde les Juifs nouvellement arrivés contre le maintien d'un comportement communautariste, mais également, en filigrane, démontrer à des compatriotes français parfois hostiles, que les Israélites anciennement installés défendaient en premier lieu les intérêts nationaux et non communautaires.
- 27 La crainte dictait en effet grandement le comportement des Juifs français, *a fortiori* dans les années 1930. Certes, l'amour de la France et le désir du développement harmonieux de ce pays comptaient. Mais si l'on déployait autant d'efforts, c'était pour éviter de constituer la cible d'attaques antisémites. Les Israélites autochtones soutenaient que l'image donnée par leurs hôtes rejaillirait sur eux-mêmes, d'autant plus si elle se trouvait néfaste. Ils s'estimaient, à contrecœur, les dépositaires de cette image que tout Juif, indépendamment de son origine, contribuait à façonner. Beaucoup évoquaient, avec Roger Heymann, le « discrédit qui menace de rejaillir sur nous, juifs français, de certaines attitudes voyantes dont ne se froissent que trop violemment les susceptibilités populaires »⁵⁴. Tous les Français se tourneraient ainsi vers les Israélites assimilés, si les immigrés se trouvaient en situation indélicate :
- Qu'il le veuille ou non, [le judaïsme français] devient solidaire de tous les juifs venus en France. C'est lui qui, à tort ou à raison, sera pris à parti par l'opinion publique pour les fautes qu'ils risquent de commettre par manque d'adaptation à leur nouveau milieu⁵⁵.
- 28 L'ampleur de ces appréhensions variait selon le climat qui régnait en France : minimales en période d'apaisement, elles prenaient un tour violent en temps de crise. Dans les années 1930 particulièrement, les Juifs immigrés se virent accuser d'être les responsables

de la vague d'antisémitisme qui déferlait sur le pays⁵⁶. Le souvenir de l'Affaire Dreyfus demeurait prégnant et paralysait les Israélites. Il arrivait d'ailleurs que certaines postures ou attitudes de groupes notoirement antisémites confortassent la posture des autochtones : plusieurs déclarations de l'Action Française, par exemple, semblaient souscrire à la dichotomie entre les Israélites français anciennement assimilés et leurs coreligionnaires venus de l'étranger. Le patriotisme des premiers, au cours de la première guerre mondiale notamment, faisait souvent l'objet d'éloges soutenus⁵⁷. Au contraire, la même ligue voyait dans les étrangers de religion juive des « mal nés » et déclarait, sous la plume de Pierre Tuc : « L'immigration juive n'apporte que des parasites. Cette immigration prend le caractère d'une invasion »⁵⁸. Ces déclarations, pourtant contredites par les faits, encourageaient les Israélites à prôner plus fermement encore l'assimilation.

- 29 Venus d'autres horizons et ayant enduré des épreuves différentes, les immigrés abhorraient l'état d'esprit de ceux qui les avaient accueillis sans enthousiasme. Que ces derniers accordassent du crédit aux déclarations d'antisémites patentés témoignait d'un éloignement vis-à-vis des valeurs ancestrales du judaïsme, ainsi que d'un aveuglement à l'égard de la France ; les Israélites français ne s'exprimaient-ils pas dans les mêmes termes que ceux employés par les ennemis d'Israël ? Traduction de ce rejet, les Juifs immigrés excluaient l'assimilation et s'estimaient les seuls véritables défenseurs de l'identité juive, mission abandonnée selon eux par l'hybride judaïsme français ; Nathan Frank, journaliste à la revue yiddish *Parizer Haynt*, prônait une simple intégration :

Même en nous adaptant [au milieu français], nous restons nous-mêmes, et c'est précisément cela qui trouble les [Juifs autochtones]. [...] Nous souhaitons nous intégrer de manière à ne porter préjudice ni à nos intérêts nationaux ni à nos aspirations culturelles. Nous savons que c'est tout à fait possible. Mais les dirigeants du Judaïsme français tiennent à nous assimiler en ne nous laissant qu'un fragment de religion juive⁵⁹.

- 30 Fait nouveau cependant, dans l'entre-deux-guerres l'opinion que les autochtones se faisaient de leurs frères connut malgré tout une évolution favorable. La cause majeure tenait au rôle tenu par les immigrés dans la Grande Guerre : 8 500 d'entre eux s'étaient engagés comme volontaires, dont 1 600 tombèrent au combat⁶⁰. Particulièrement appréciés étaient les motifs de leur engagement : le sentiment d'avoir à accomplir un devoir envers le pays qui leur avait offert l'hospitalité, la défense des valeurs républicaines, et plus largement l'amour de la France. Autre facteur positif à l'origine du revirement de l'opinion israélite : les progrès de l'intégration et de l'assimilation des immigrés des premières générations, malgré leurs réticences initiales. Chose inédite, on louait les capacités d'adaptation des immigrés de toutes origines et leur « intelligence assimilable »⁶¹. Roger Heymann pouvait ainsi écrire dès 1926 : « Dans la gangue de cette foule hétéroclite dorment ensevelis des trésors d'intelligence et d'énergie »⁶². Des palmarès des réussites immigrées dans les secteurs d'activité les plus prestigieux et dans les arts démontraient, selon les nationaux, cette évolution favorable, ce à quoi s'ajoutait l'ancrage de plus en plus profond de la francité dans la jeunesse immigrée⁶³. Tout laissait penser qu'en éduquant au mieux les nouveaux venus, l'on réussirait à en faire « des éléments utiles, de bons Français »⁶⁴. Agir en ce sens revenait à accomplir, selon une association juive, son « double devoir de Français et de Juif »⁶⁵.

- 31 Les faits pouvaient ainsi démentir les critiques. Était-ce toutefois assez pour démonter des préjugés solidement enracinés dans les esprits ? Assurément pas, car malgré les satisfactions et les encouragements, l'on reconnaissait l'inégalité des Juifs immigrés selon leur origine. Leurs hôtes les classaient selon une hiérarchie particulière, allant du plus au

moins fort degré de proximité avec l'esprit français ; en d'autres termes du plus au moins désirable.

Les Juifs étrangers et l'esprit français

32 Divers critères permettaient de déceler le degré d'affinité des nationalités juives immigrées avec l'esprit français : les caractères de la pratique religieuse, l'héritage culturel et le niveau de politisation.

33 L'on admettait sans conteste la parenté existant entre la francité et l'identité religieuse et culturelle des Juifs « méditerranéens », selon la désignation de l'époque ; dès lors, ces derniers gagnaient la préférence des Israélites français. Centrale se révélait l'appartenance au monde latin : être originaire du bassin méditerranéen, c'était être un bon étranger, et même un bon Juif ; les Israélites soutenaient qu'en réalité, judéité et latinité se confondaient, tel Élie Éberlin, qui évoquait cette idée ambitieuse : « Le caractère juif a beaucoup d'affinité avec le caractère français, la mentalité du Juif étant celle du Latin »⁶⁶. De fait, les Méditerranéens – Italiens et Ottomans essentiellement – concentraient selon leurs hôtes tous les atouts nécessaires à l'assimilation tant civique que spirituelle : plus qu'au simple titre de « Juifs », ils pouvaient prétendre à la glorieuse appellation d'« Israélites ». De cette manière, bien qu'ils fussent peu nombreux, les Juifs italiens s'attiraient une cascade d'appréciations favorables du fait de la « fraternité latine » qui les unissait aux Français. L'histoire des Israélites italiens fournissait d'ailleurs la preuve, souvent enviée par leurs coreligionnaires transalpins, que le judaïsme était soluble dans la nation : les Israélites italiens ne jouaient-ils pas un rôle de premier ordre au sein du régime fasciste qui louait le primat de la nation ? Le temps aidant, ceux-ci avaient complètement fusionné avec leurs compatriotes chrétiens, sous le prisme de l'italianité, et plus généralement de la latinité, idée qui eut un éclat nouveau dans l'Italie de l'entre-deux-guerres⁶⁷. Expert des questions italiennes, rédacteur au *Temps* ainsi qu'à de nombreuses revues juives, dont la réformatrice *Samedi*, Paul Gentizon évoquait ainsi que la latinité était devenue, chez les Juifs italiens, une caractéristique quasi-congénitale, au fil des générations :

Les Juifs italiens appartiennent [...] au rameau séphardim du bassin méditerranéen. C'est-à-dire qu'ils n'ont guère de ressemblance avec les Juifs allemands, russes ou polonais du groupe ashkénazi. Ils n'en ont nullement les particularités physiques et morales. [...] Bien plus, leurs caractéristiques somatiques ne les différencient guère de la majeure partie des populations de la péninsule. Dans tout le Midi, par exemple, fortement sémitisé par les invasions arabes et sarrasines, rien ne permet de distinguer un Italien juif d'un Italien chrétien⁶⁸.

34 Il s'ensuivait que les Italiens immigrés en France apportaient avec eux ces qualités et, selon ceux qui les accueillaient, ne ternissaient pas l'image qui les présentait comme des exemples parfaits d'assimilation : tandis qu'on remarquait leur discrétion ainsi que leur pratique traditionnelle du judaïsme, qui se fondait admirablement avec les valeurs de la République, l'on taisait cependant leur activité politique. Il arrivait même que, dans leur élan, les Israélites autochtones chantassent de similaires louanges concernant les Juifs arrivant d'Italie, mais originaires d'Europe centrale : l'acculturation de ces individus à l'« israélitisme » italien en avait fait de bons éléments une fois arrivés en France ; même lorsqu'ils avaient fui l'Italie dans la précipitation, ils conservaient élégance et distinction. Ce rang d'excellence, dans la nomenclature dressée par les Israélites français, était disputé aux Juifs italiens par leurs coreligionnaires ottomans, aussi qualifiés

d'« orientaux » et de « levantins », expressions qui, loin de sous-entendre une quelconque altérité, traduisaient en fait l'appartenance à l'Orient « méditerranéen »⁶⁹. De la sorte, les Ottomans eux aussi se trouvaient rattachés à la latinité, par leur ascendance espagnole. D'où il résultait également une forte capacité d'assimilation de ces Israélites orientaux : le Salonicien Sam Lévy notait ainsi dans les colonnes de *L'Univers Israélite* que les siens constituaient en France, « comme dans les autres pays, un élément d'ordre, de travail, c'est-à-dire de paix et de progrès »⁷⁰. Il livrait la conclusion tirée de ses observations, et qu'il estimait naturelle : « Les premiers éléments étrangers qu'il y a lieu de faire naturaliser doivent être les israélites du Levant »⁷¹. Un témoignage littéraire traduisait bien cette capacité d'intégration des Orientaux : dans le roman d'Albert Cohen, *Solal*, le personnage éponyme, un Juif grec, sitôt arrivé en France, réussit, grâce à ses qualités d'intégration, sa culture méditerranéenne et sa finesse intellectuelle, à obtenir un poste ministériel⁷². À défaut d'être vraie, l'action d'une telle œuvre littéraire paraissait hautement vraisemblable pour le public de l'époque. À ce titre, les souvenirs d'acteurs réels sont loin d'invalidier les représentations ; ceux d'Edgar Morin, lui aussi originaire de Salonique, constituent un indice éloquent de cette adéquation des Juifs ottomans à la France : dans son œuvre magistrale *Vidal et les siens*, il caractérise le mode de vie de son père comme de « petits fragments d'Empire ottoman en voie de francisation »⁷³. Autant d'éléments qui confirment les attitudes favorables des Israélites français. Or, de leurs qualités, les Juifs orientaux semblaient bien conscients : aussi affichaient-ils ouvertement leurs différences avec leurs coreligionnaires immigrés originaires de contrées non méditerranéennes. En témoignait la description du quartier juif grec de Paris livrée par Edgar Morin :

À la différence de la rue des Rosiers, alors colonisée par les ashkénazes de Pologne et de Russie, aucun exotisme, aucun mode ou style de vie, aucun signe, sinon les noms de boutiquiers et l'entassement sans grâce des marchandises entreposées derrière les vitrines n'indique au regard extérieur la présence d'une communauté étrangère⁷⁴.

- 35 En la circonstance en effet, il existait bien un fort clivage entre ce que l'on tenait comme les différents « types » de Juifs. Ce fut même dans l'entre-deux-guerres qu'apparut la théorisation la plus aboutie de cette différence. Des Israélites du courant le plus résolument assimilationniste, au premier rang desquels Armand Lipman ou Fernand Corcos, tentèrent de redéfinir dans cet esprit les fondements du judaïsme : établissant des frontières entre les « types » juifs, ils considéraient ceux d'Europe centrale et orientale comme un « poids mort » et comme nuisibles à leurs coreligionnaires d'autres origines. S'opposait ainsi au « judaïsme latin », caractérisé par la mesure, la raison et la clarté, un « judaïsme slave » dénué de ces qualités et se signalant par son arriération religieuse et culturelle⁷⁵. Bien que ce courant demeurât minoritaire, les idées qu'il prônait dépassaient de loin le cercle de leurs instigateurs. De la sorte, les immigrés d'origine germanique, slave et balte, ceux « de l'Est » – les non-latins si l'on préfère – constituaient la cible de véritables attaques dont la violence n'avait d'égale que le nombre de ceux qui les proféraient. Avant de dresser une liste de griefs par nationalités, l'on se livrait à des critiques d'ordre général s'appliquant à tous. En premier lieu, la forte concentration des immigrés de l'Est provoquait une vaste réprobation : l'appropriation de quartiers entiers par des exilés de même origine ne pouvait, selon les Israélites français, que donner une image négative des Juifs et, partant, susciter une vive réaction des autochtones. Même William Oualid, ordinairement favorablement disposé à l'égard de ses coreligionnaires

immigrés, s'élevait, en 1929, contre toute forme de rassemblement des populations juives :

Toute agglomération porte en elle le germe d'une réaction du milieu social où elle s'installe et se développe. Par son volume même, elle attire l'attention. Et c'est un fait bien connu [...] que l'intensité des « doctrines » et des sentiments de haine est en raison directe de la densité de l'élément allogène incriminé. [...]

Si [l'agglomération] est peu nombreuse, elle ne trouve pas en elle d'éléments suffisants de vie collective et doit les emprunter au-dehors. Au contraire, si elle est importante, elle conserve et accentue chez ses membres leurs caractères spécifiques⁷⁶.

- 36 Jacques Biélinisky, s'intéressant au cas de Belleville, faisait chorus, ajoutant que « la population française [...] n'est pas habituée à ces agglomérations d'étrangers »⁷⁷. Autre facteur négatif ne faisant qu'accuser les traits du précédent : la forte politisation des immigrés juifs, qui contrastait avec la règle d'or des Israélites français de ne jamais prendre parti sur les questions politiques qui agitaient le pays, afin de faire mentir l'accusation selon laquelle les Juifs étaient aux commandes de l'État⁷⁸. Élément aggravant, une importante fraction des immigrés juifs versait dans le sionisme, doctrine considérée par leurs coreligionnaires français comme une remise en cause de l'assimilation et des fondements du judaïsme national⁷⁹. Mais la critique la plus acerbe concernait les mœurs et la culture des nouveaux venus. Celles-ci contrastaient en tous points, selon leurs détracteurs, avec l'élégance, le raffinement et le bon goût réputés caractéristiques du canon français ; Roger Heymann notait qu'« au milieu de nos mœurs égalitaires, mais uniformes, ils ont apporté avec eux l'air du ghetto »⁸⁰. Pour sa part, Jacques Biélinisky apportait des précisions, en dissimulant mal sa gêne à l'égard de ceux avec qui il partageait l'origine : il critiquait « leur manière de vivre, leur agitation dans les rues, leur yidich [sic] – le tout entièrement transplanté des ghettos de l'Est »⁸¹. La question du yiddish cristallisa les deux camps durant tout l'entre-deux-guerres : cette langue semblait symboliser la marque la plus éloquente de l'altérité des Juifs de l'Est, qui se virent par ailleurs enjoindre de ne pas la pratiquer en public, les Français la considérant comme de l'« hébreu qui sent le boche à plein nez »⁸². L'on pensait cependant que ce véritable « jargon »⁸³, qui « [sonnait] désagréablement aux oreilles françaises »⁸⁴, finirait par disparaître au fil des générations, l'intégration faisant son chemin⁸⁵ ; une « déyiddishisation » se produirait. Cette différence culturelle, si incommensurable, ne facilitait pas l'intégration, selon les Israélites français, ce que confirmait Maurice Rajsfus : « Pétri de culture juive (hébraïque et yiddish) mais parlant couramment le russe et le polonais, [mon père] abordait le monde latin avec un handicap certain »⁸⁶.

- 37 Dans le détail, l'on observait cependant des différences selon les nationalités. Les Roumains, les Hongrois, les Lithuaniens ou les Tchécoslovaques, chez qui les défauts de l'Est semblaient moins marqués, se voyaient ainsi décerner des éloges occasionnels ; l'on gratifiait leur goût du travail et leur plus faible politisation que celle des Polonais et des Russes. C'était en effet assurément ces deux dernières nationalités, les plus représentées parmi l'immigration juive, qui s'attiraient les jugements les plus acerbes. Les Polonais, souvent péjorativement appelés « Pollacks », bien que le terme vînt par la suite à désigner tous les Juifs de l'Est, semblaient concentrer un nombre infini de tares et de défauts, exception faite de leur goût du travail. Archaïques, frustes, sales, malhonnêtes : ces adjectifs étaient souvent accolés au nom des Polonais. Dès 1925 parut un roman qui fit grand bruit : *Les Pollacks*, premier opus d'une trilogie de Jacob Lévy⁸⁷. L'intrigue se noue autour du projet de mariage de deux avocats juifs, Olga Bérinsky et Pierre Springer. Or, le

père du dernier s'oppose à ce mariage car Olga n'est rien d'autre qu'une « Pollack », malgré son long passé français. Tous les poncifs liés à l'image des Juifs polonais figurent dans le roman ; l'un des personnages s'exprime en ces termes :

Parce qu'il leur manque ce sens artistique, selon moi indispensable à l'homme, ils sont rudes et grossiers. L'élégance et le tact leur demeurent inconnus et je doute que nous puissions jamais nous entendre avec eux : ce ne sont pas des « gentlemen »⁸⁸.

- 38 Dans les années 1930, le sentiment à l'égard des Polonais se dégrada encore⁸⁹. L'on prêtait aux Russes de semblables défauts. Là encore, bien qu'il n'émanât pas d'un auteur représentatif des Israélites de France, un roman véhicule les représentations liées aux Juifs russes dans l'entre-deux-guerres : il s'agit de *David Golder*, publié par Irène Némirovsky en 1929⁹⁰. Le personnage éponyme et sa famille y sont décrits comme des êtres avides, ne connaissant ni foi ni loi, ce qui les conduit à leur propre perte. D'une manière générale, les Juifs russes étaient réputés issus d'une plus estimable culture que celle des Polonais, mais tout comme ces derniers, ils pratiquaient un judaïsme jugé archaïque et exotique, par trop éloigné de celui des Israélites français. Les Allemands, quant à eux, occupaient une place à part et suscitaient des critiques ciblées. Des qualités diverses leur étaient reconnues, comme leurs aptitudes intellectuelles et leur contribution à la pensée juive, notamment talmudique, mais le flot de défauts qui leur étaient prêtés submergeait de loin les quelques bons points accordés ici ou là par des voix isolées : en fait, les Juifs allemands, comme leurs compatriotes de toutes croyances, paraissaient constituer l'exact opposé des Israélites français ; leur instinct grégaire, leur militarisme qualifié de barbare, leur culture jugée bruyante et sauvage faisaient naître chez les Juifs de France un profond sentiment de rejet. Aussi, les intellectuels juifs français qui tentaient d'examiner l'âme germanique, dans le champ des fertiles études psychosociologiques de l'époque, se firent-ils nombreux⁹¹. C'est que le souvenir de la guerre demeurait omniprésent : l'israélitisme français et le *judentum* allemand, défendant chacun les idéaux de sa patrie, s'étaient affrontés pendant le conflit ; aucune solidarité confessionnelle ne s'était fait jour. Mais plus qu'une guerre entre les deux pays, le conflit avait opposé deux formes de culture et de civilisation⁹², comme en témoignait le livre d'Henri Berr paru en 1919, *Le germanisme contre l'esprit français*⁹³. Durant les années 1920, ces thèses gardèrent une vigueur notable, mais un fléchissement se produisit dès l'arrivée au pouvoir d'Hitler et les arrivées massives de réfugiés juifs allemands en France : à l'unisson, les Israélites français témoignaient de la pitié à l'égard de leurs coreligionnaires ; leur sort était inique et immérité⁹⁴. Ce changement de cap se trouva facilité par l'observation selon laquelle l'immigration juive allemande en France était constituée d'éléments parfaitement assimilables ; même si les réticences demeuraient parfois, l'on allait jusqu'à affirmer qu'il s'agissait d'une immigration d'élite. Un rapport du Comité pour la défense des Israélites en Europe centrale et orientale notait en 1937 :

Les Réfugiés allemands, sauf de rares exceptions, étaient très assimilables parce qu'ils appartenaient aux classes très cultivées et connaissaient déjà, en leur majorité, la langue française. Par leurs tendances, les juifs allemands étaient tout destinés à devenir, après quelques années, de vrais Français israélites⁹⁵.

- 39 De nombreuses manifestations de solidarité ponctuèrent la vie juive française après 1933⁹⁶ : tandis que les Israélites français faisaient l'objet d'une recrudescence d'attaques antisémites, ils voyaient dans les Juifs allemands d'infortunés frères persécutés. Les Allemands de France n'étaient plus « Boches ici, Juifs là-bas »⁹⁷. Le lien religieux agissait.

- 40 L'étude de l'opinion publique révèle souvent un décalage entre la réalité et ses représentations : l'exemple de l'opinion juive ne déroge pas à la règle. Ainsi, certains Juifs présents en France semblaient littéralement invisibles dans le paysage dépeint par les Israélites français et n'entraient pas dans le classement. Tel était le cas des Juifs d'Afrique du Nord et des anglo-saxons présents en France. Ce constat apparaît frappant et malaisé à interpréter. L'on peut cependant proposer plusieurs pistes : dans le cas des Israélites d'Algérie, la faiblesse numérique de leur présence en France peut être avancée ainsi que l'appartenance à l'Empire colonial français surtout, qui en faisait des citoyens français, et donc pas des étrangers au sens propre du terme⁹⁸ ; mais une différence semblait opposer *de facto* les Juifs marocains et tunisiens de leurs frères français dans les évocations. Or, c'était bien ce sentiment de la différence qui guidait l'opinion israélite dans sa perception des Juifs présents en France. Peut-être l'appartenance à la même entité nationale constituait-elle un ciment suffisant et créait-elle l'idée d'une communauté entre Israélites métropolitains et coloniaux⁹⁹. Plus épineux, le cas des anglo-saxons peut quant à lui être éclairé par le fait que ces immigrés, parfaitement intégrés à leur propre nation¹⁰⁰ comme à leur pays d'accueil, ne choisissaient pas la France parce qu'ils étaient juifs. Rien ne les différenciait de leurs compatriotes non-juifs : discrets et faisant figure d'élite artistique et culturelle, les anglo-saxons ne constituaient pas un véritable enjeu de la question de l'immigration juive en France.
- 41 Que traduisait cette hiérarchie des nationalités juives ? En premier lieu, la spécificité de l'opinion juive par rapport à l'opinion française générale : les logiques internes à la communauté semblaient façonner à elles seules les représentations. Ainsi, l'ordre de préférence des nationalités était différent selon qu'il était établi par les Israélites ou par leurs compatriotes de toutes obédiences : à chacun ses stéréotypes¹⁰¹. Il est reconnu que les représentations sont plus riches d'enseignements sur ceux qui les façonnent que sur l'élément étudié. La hiérarchie mise en place par les Israélites traduisait en effet plus la gêne que l'objectivité : les nationalités les plus appréciées étaient précisément les moins nombreuses en France, donc celles les moins susceptibles de poser problème – à une échelle significative du moins. C'était la distinction séculaire entre sépharades et ashkénazes qui s'appliquait, objectera-t-on : de fait, les cartes semblaient brouillées ; cette ancienne catégorisation perdait quelque peu du terrain chez les Israélites français car elle revenait à appliquer des étiquettes figées, donnant l'idée d'un atavisme irrécupérable. Des ashkénazes anciennement installés en France et parfaitement intégrés n'étaient-ils pas devenus de véritables « latins » ? La logique du comportement des Israélites s'en trouve dévoilée : celui-ci était dicté par la judéité et non par la francité, comportement qui n'était guère différent de celui adopté par les Juifs d'autres pays, comme ceux d'Allemagne entre autres¹⁰².
- 42 De la sorte, une pareille situation aboutissait à un paradoxe : les Israélites français se sentaient peu attirés par la majorité de leurs coreligionnaires étrangers mais, s'estimant responsables de ces derniers devant l'opinion française, ils engageaient de nombreux moyens pour que les nouveaux venus s'intégrassent de manière rapide et définitive. Sur ces bases fragiles, quel mode de solidarité pouvait-il s'opérer ? Quand cette solidarité se mettait en œuvre, relevait-elle de l'ordre purement religieux, ou se rattachait-elle davantage au champ politique ?

Les moyens de l'intégration : à la recherche de la solidarité juive

- 43 « La solidarité juive est le “slogan” le plus mensonger qui soit », écrivait en 1939 le journaliste Wladimir Rabi¹⁰³. Sans doute ce jugement lapidaire, né de la fièvre de l'avant-guerre, appelle-t-il la nuance. Agissait en effet aux yeux de tous une solidarité entre Juifs nationaux et immigrés, mais cette prise de position renseigne sur le climat au sein duquel se déroulait l'entraide. Selon beaucoup d'observateurs, l'assistance semblait forcée par les événements et donnait l'impression d'une action menée à contrecœur. Entre Juifs autochtones et immigrés, le partage de la même foi constituait un lien supposé privilégié : suffisait-il à entraîner, au sens propre, une véritable solidarité religieuse ?

Une solidarité religieuse ?

- 44 Venir en aide aux nouveaux arrivants de même religion apparaissait comme une évidence naturelle non remise en cause. Les Israélites de France notaient d'ailleurs qu'il en allait de même dans les autres confessions : l'on invoquait souvent l'action positive de M^{gr} Chaptal, chargé de l'administration diocésaine des étrangers¹⁰⁴. Les Juifs, qui formaient une communauté moins nombreuse que celle des catholiques, pensaient pouvoir eux aussi appliquer à leurs frères ce principe élémentaire de charité. Pour leur propre bien comme pour celui des immigrés, les nationaux soutenaient qu'il fallait mener une action assimilatrice de grande ampleur, afin de servir les intérêts de la nation et non ceux de leur propre communauté ; sur ce point, Roger Heymann se voulait rassurant :

Nous sommes entre [les Juifs immigrés] et la communauté française le trait d'union naturel par notre qualité de juifs français, entièrement français et entièrement juifs. Car pour nous, nous ne saurions trop le répéter, notre judaïsme sincère et profond n'a rien dont puisse s'offusquer l'unité de l'esprit français¹⁰⁵.

- 45 Ces engagements se trouvaient renforcés par l'observation selon laquelle les immigrés, qui avaient souvent quitté leur pays d'origine dans la précipitation, vivaient en France dans une extrême misère, et ce même lorsqu'ils étaient hautement qualifiés : de 1925 à 1926 ainsi, sur 1 350 demandes adressées à la Société juive de secours aux intellectuels réfugiés, à Paris, 782 concernaient des individus titulaires de diplômes supérieurs ou de talents recherchés (417 étudiants, 183 ingénieurs, 109 médecins et 73 peintres)¹⁰⁶. À cette occasion, l'on observait d'ailleurs la dignité des Juifs immigrés les plus indigents¹⁰⁷. Pour remédier à cela, une constellation d'associations d'entraide communautaire émergea, qui venait s'ajouter à des organismes plus anciens : au total, à Paris comme en Province, les nouveaux arrivants pouvaient s'adresser à l'Alliance israélite universelle, au Comité central d'assistance aux émigrants juifs (CCAIEJ), qui succéda en 1927 au Comité de protection des émigrants israélites, branche nationale de la HICEM, ou à l'Œuvre de secours aux enfants (OSE), entre bien d'autres¹⁰⁸. En définitive, l'aide apportée fut importante : entre 1933 et 1936 seulement, les Israélites français contribuèrent à hauteur de 15 millions de francs de l'époque à l'effort d'aide aux immigrés et réfugiés¹⁰⁹. Certaines institutions particulières enregistrèrent des résultats significatifs : le CCAIEJ vint en aide à 34 574 immigrés entre 1927 et 1936¹¹⁰, tandis que l'hôpital administré par la Fondation Rothschild accueillit 70 % d'immigrés dans l'entre-deux-guerres, contre 30 % avant 1914¹¹¹. Si l'effort global consenti fut plus conséquent qu'auparavant, il ne suffisait pas à

subvenir à l'ampleur des besoins, d'autant plus qu'à l'épreuve de la crise, il devenait plus difficile d'apporter une assistance efficace aux plus démunis : ainsi, l'Œuvre d'assistance par le travail aux immigrants juifs ne put procurer un emploi qu'à 546 personnes en 1931, contre 1 729 deux ans auparavant¹¹².

- 46 Force était de constater que le soutien apporté par les Israélites de France à leurs frères d'origine étrangère s'avérait bien réel. Malgré cela, les nouveaux arrivants se sentaient seuls, abandonnés par ceux dont ils pensaient obtenir l'appui. Plus que l'assistance effective, les immigrés prenaient en compte la manière avec laquelle les autochtones leur venaient en aide : ils n'y voyaient pas de véritable solidarité, mais une simple charité de circonstance qui n'engageait pas l'avenir. Élie Éberlin, proche tant des Français que des immigrés, pensait que la solidarité juive avait bien existé, mais que les Israélites des nations modernes, qui se trouvaient loin des préoccupations de leurs frères infortunés, l'avaient menée à la ruine : « La solidarité juive de jadis est devenue de la bienfaisance », soutenait-il¹¹³. Les immigrés avaient en effet le sentiment que leurs hôtes n'agissaient que par obligation. Ils en voulaient pour preuve les appels incessants des Israélites français au départ des Juifs nouvellement arrivés vers d'autres pays ou vers la Palestine. L'idée qui dominait était que la France ne pouvait plus héberger tous ceux qui désiraient y entrer : les sionistes convaincus en profitaient ainsi pour inviter les immigrés à peupler la terre de Palestine. Joseph Fischer, rédacteur à la revue du Fonds sioniste KKL *La Terre Retrouvée*, appelait ainsi au départ vers la terre promise de tous les Juifs qui fuyaient leur pays¹¹⁴. Fait insolite, les éléments du judaïsme français les plus hostiles au sionisme prenaient eux aussi fait et cause pour l'émigration vers le nouveau foyer national juif, seule solution selon eux de la question de l'immigration en France ; le rabbin Jacob Kaplan, dans un sermon de 1937, proclamait ainsi : « Le retour en Palestine pour mettre fin à l'oppression dont souffre Israël, voilà l'espérance formulée par nos anciens rabbins »¹¹⁵. Et, sous-entendant que la France, au moment où d'autres pays durcissaient leur politique en matière migratoire, risquait de devenir la première destination des réfugiés et ne pouvait accueillir tous les migrants, il ajoutait : « Félicitons-nous de l'existence du Foyer national juif à une époque où les pays d'immigration ferment leurs portes devant l'exode des juifs malheureux »¹¹⁶. Peu de Juifs immigrés installés en France avaient en fait opté pour l'émigration vers la Palestine, mais la posture de leurs hôtes les incommodait : ils se percevaient comme des indésirables. La plupart voulaient se fixer durablement en France. Or, la seule institution susceptible de faciliter l'intégration des immigrés leur fermait ses portes : le consistoire. Quel lieu, demandait-on, était plus indiqué pour symboliser la solidarité religieuse que celui qui abritait la plus haute instance communautaire du pays ? De fait, les relations entre le consistoire et les immigrés demeurèrent tendues jusque dans les années 1930. Une série de mesures restrictives avait jusqu'alors limité l'entrée des Juifs nouvellement installés : jamais plus d'un quart d'immigrés ne devaient siéger dans les conseils, une clause imposait à tout individu désireux d'entrer dans les instances consistoriales de résider depuis au moins dix ans dans le département et d'être affilié depuis cinq ans au consistoire local, tandis que certains conseils n'acceptaient aucun immigré. Même après 1932 et l'abrogation de ces mesures, l'on opérait un tri : de hautes personnalités immigrées, comme Isaac Naiditch ou le baron Alfred de Gunzburg, furent intégrées¹¹⁷. D'autres institutions pouvaient servir de substitut : Joseph Rovin, dans ses mémoires, rappelle de cette manière que nombre de ses camarades juifs de lycée lui avaient fait bon accueil en raison de leur foi commune¹¹⁸. L'échelle de cette forme de

solidarité ne pouvait que s'en trouver réduite et ne concernait dès lors qu'une partie de l'immigration juive.

- 47 Face au rejet, certains immigrés se repliaient sur eux-mêmes. Le référent n'était plus la foi de manière générale, mais la foi à l'intérieur de sa propre nationalité immigrée, ce qui réduisait encore plus les liens entre autochtones et étrangers¹¹⁹. Mais ce mode d'organisation solidaire retardait l'intégration car il enfermait chacun dans son particularisme : il nécessitait de se regrouper dans le même quartier, où l'on pouvait exercer un « métier juif »¹²⁰ ; le *Pletzl* était ainsi souvent dépeint comme « une véritable bourse du travail »¹²¹. Cette solidarité de substitution n'en comportait pas moins ses limites : il arrivait que les querelles intestines héritées du pays d'origine resurgissent en France. Sam Lévy le déplorait, prenant pour exemple le cas des Orientaux :

On a beaucoup vanté la solidarité juive. Elle existe peut-être parmi les israélites d'Occident. Les juifs orientaux sont particularistes ou, plus exactement, ils ont un esprit de chapelle. [...] C'est un grand tort d'éparpiller ainsi les efforts. S'ils savaient être unis, ils constitueraient une force morale¹²².

- 48 Des immigrés aussi, parfois de même nationalité, mais arrivés en France à des périodes différentes, prenaient des chemins opposés et pouvaient se considérer mutuellement avec mépris. Maurice Rajsfus croquait avec ironie les rapports entre immigrés de différentes vagues, en dépeignant en ces termes ceux qui du passé faisaient table-rase ; il donnait le cas de Juifs russes ayant connu la réussite en France :

Ces Juifs russes, francisés après la guerre de 1914-1918, étaient devenus plus Français que nature. Ils n'avaient d'yeux que pour le modèle national le plus froid et réservaient le plus grand mépris à tout ce qui aurait pu rappeler leur passé chargé de persécutions banales comme de pogromes sanglants dans la Russie des tsars¹²³.

- 49 Les relations entre Juifs de même nationalité pouvaient ainsi s'avérer aussi complexes que celles qu'entretenaient les autochtones et les immigrés. Cette solidarité nationale juive avait ses défauts et ne pouvait mener à l'intégration.
- 50 À vrai dire, la notion de solidarité juive, entre personnes de même religion mais de nationalités variées, avait-elle encore un sens ? Outre les difficultés liées à un climat général pesant, les conditions d'une solidarité à base confessionnelle semblaient loin d'être réunies : ceux des Israélites français les plus gagnés par la sécularisation, très forte dans l'entre-deux-guerres, fréquentaient de moins en moins les lieux de culte ; les immigrés pour leur part, ayant à faire face aux problèmes quotidiens posés par l'installation en France et l'intégration, abandonnaient parfois leurs croyances, ou embrassaient des idéologies se déclarant incompatibles avec la pratique d'un culte. L'appartenance à la même foi ne constituait en fait qu'un simulacre de lien ; l'indifférence régnait : « Ce qui était trait d'union devient barrière »¹²⁴. Pourtant, une solidarité entre Juifs existait. Il fallait chercher ailleurs que dans la seule religion commune le ciment unissant des Juifs d'horizons divers : dans le champ politique.

Une solidarité politique ?

- 51 Une remarque s'impose : il convient de distinguer la solidarité juive, fondée sur la seule confession commune, de la solidarité entre Juifs, qui s'établissait hors du cadre religieux et dépendait de facteurs étrangers à la foi. La politique pouvait ainsi rassembler autour de valeurs communes des Juifs de toutes origines, aussi bien autochtones qu'étrangers. Pour autant, il ne s'agissait pas de faire fi de sa judéité en politique, loin s'en fallait. Aussi vit-on émerger une forme de solidarité fédérée par l'adhésion à ce que l'on pourrait appeler

une « politique juive », ou un « judaïsme politique » : dans le contexte national et international tourmenté des années 1930, beaucoup d'Israélites soutenaient qu'il fallait s'unir indépendamment de sa nationalité, mais toujours sous la bannière de la judéité.

- 52 Selon quelles modalités cette solidarité de type hybride pouvait-elle se construire ? Tous, nationaux comme étrangers, reconnaissaient que les institutions du judaïsme officiel n'étaient en aucun cas à même de constituer le fer de lance du rassemblement. À cela s'ajoutait un constat d'échec : le judaïsme français ne se défendait pas contre les agressions antisémites, qu'elles fussent perpétrées à l'encontre des immigrés seulement ou de l'ensemble des Juifs. De cette façon, se mit en place une « solidarité idéologique » : le rejet de l'attitude des hautes sphères israélites rapprocha les Israélites français qui n'acceptaient pas cette situation de leurs coreligionnaires immigrés. Un événement déclencha la mise en œuvre de la solidarité politique juive : l'affaire Schwartzbard. Le 15 mai 1926, dans le quartier latin, Samuel Schwartzbard, Juif russe naturalisé français, assassina Simon Petlioura, ancien président du Directoire ukrainien : Schwartzbard expliqua son geste en imputant à sa victime la responsabilité des violents pogromes qui sévissaient en Ukraine. Durant tout le procès, qui dura jusqu'en octobre 1927, les Israélites français, dans leur grande majorité, se désolidarisèrent de leur coreligionnaire dont ils regrettaient le forfait, en ajoutant qu'un tel acte criait l'inadaptation des Juifs immigrés à leur patrie d'accueil¹²⁵. Ulcéré, un Juif d'origine russe et communiste, Bernard Lecache, fonda en 1928 avec quelques amis la Ligue internationale contre les pogromes, qui devint en 1929 la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA). Ce groupe affichait trois objectifs : la lutte contre les pogromes, la défense des droits à l'existence et à la paix des Juifs de par le monde ainsi que le rapprochement, la paix et l'égalité entre les hommes¹²⁶. Sans se proclamer ouvertement juive, car elle comptait des hommes de toutes croyances, la LICA rassemblait en son sein des Juifs autochtones et immigrés autour de valeurs de gauche¹²⁷. La création de cette ligue ne fit que tendre davantage les relations entre les Juifs des organes officiels et leurs coreligionnaires opposants. Les critiques des premiers fusaient : ceux-ci accusaient la LICA, considérée comme une ligue d'immigrés, de constituer une menace pour le bien-être du judaïsme français¹²⁸. Ainsi, face à la critique se mit en place, notamment autour de la LICA, une « solidarité défensive » contre les antisémites, de tous ceux qui se sentaient menacés, immigrés en première ligne. Dans *Le Droit de Vivre*, organe de la LICA, Georges Zérarcha expliquait que l'union de tous les Juifs dans l'autodéfense était la seule condition permettant d'assurer le salut d'Israël : « La sauvegarde des Juifs ou des Israélites, c'est d'abord et avant tout la self-défense »¹²⁹. Malgré cela, le judaïsme officiel campait sur ses positions. Quand, le 7 novembre 1938, le jeune juif polonais Herschel Grynzspan supprima Ernst Vom Rath, le troisième secrétaire de l'Ambassade d'Allemagne à Paris, les Israélites français adoptèrent la même attitude que lors de l'affaire Schwartzbard. L'Alliance israélite universelle condamnait ainsi « toute violence, quels qu'en soient les auteurs et les victimes »¹³⁰. Placer quasiment sur le même plan l'assassinat de Vom Rath et les crimes nazis représentait, aux yeux des Juifs français et immigrés opposés au judaïsme officiel, une aberration, une contradiction par essence. Cela renforçait cependant la cohésion des mécontents. Aussi la solidarité défensive se commuait-elle à certaines occasions en « solidarité offensive », contre les antisémites, par le biais de réunions publiques, de campagnes de propagande ou d'opérations de boycotts, mais également, élément plus paradoxal, contre les tenants du judaïsme officiel ainsi que tous les Israélites qui avaient réservé un accueil froid à leurs frères opprimés. Les accusations fusaient : l'on ne comprenait pas pourquoi de tels

individus ne participaient pas à l'élan de solidarité politique destiné à améliorer la condition des Juifs persécutés, en France comme à l'étranger, ce qui sauverait les intérêts du judaïsme en général. Simon Marshall, du journal *Affirmation*, proche des immigrés, soulignait l'abandon par les Israélites français de tous ceux de leurs frères qui vivaient dans la souffrance¹³¹. Quelle attitude la majorité des Juifs observaient-ils devant le sort de leurs frères ? Georges Zérappa apportait une réponse incisive : « Les moyens des Juifs sont le silence et la soumission »¹³². Élie Éberlin voyait dans l'absence de solidarité l'un des plus grands malheurs frappant Israël, à la différence des autres peuples :

Dans quelle autre nation, l'assistance des frères de race et de religion ne se serait-elle pas traduite par une affluence de volontaires (officiers et soldats) pour résister, les armes à la main, au sauvage agresseur, impitoyable aux enfants, femmes et vieillards ?¹³³

- 53 D'autres allaient plus loin dans la critique de l'état d'esprit du judaïsme français et voyaient dans les Israélites proches des autorités rabbiniques ou détachés de leur foi des « Juifs honteux », non pas de leur judéité, mais de leurs frères démunis. Dans le discours de l'époque, le thème de la lutte des classes battait son plein. Le sévère réquisitoire de Maurice Rajsfus en donne un aperçu :

Il n'y a pas le moindre lien de solidarité entre les Juifs quand ils appartiennent à des classes sociales différentes, antagonistes. Le fait de pratiquer une même religion est tout à fait insuffisant pour évoquer cette prétendue solidarité qui est censée unir les Juifs. Il n'y a pas de raisons pour qu'un capitaliste juif soit plus attentif aux préoccupations des prolétaires juifs, plus proche d'eux, que ses homologues catholiques, protestants ou musulmans¹³⁴.

- 54 Bernard Lecache défendait la même thèse : « C'est à cause des Juifs gras que souffrent les Juifs maigres »¹³⁵. Sans que l'on s'en rendît compte, se substituait à l'antagonisme autochtones contre immigrés, l'opposition entre riches et pauvres, entre droite et gauche. La question immigrée avait évolué.

- 55 La présence des immigrés juifs en France contribua ainsi à redéfinir la notion même de solidarité juive : celle-ci ne pouvait pas être simplement confessionnelle mais surtout politique. De fait, les nouvelles formes de solidarité mises en place facilitèrent l'intégration des immigrés, car au sein d'une même tendance politique, voisinaient des Juifs anciennement et récemment installés : toutes les nationalités fusionnaient dans la solidarité politique. Mais l'intégration fut entravée par les lois restreignant l'immigration et le mauvais climat qui régnait en France¹³⁶. Nombreuses furent les tentatives entreprises par des acteurs variés pour abroger ces lois, mais l'effort fut vain¹³⁷.

- 56 Quel effet cette solidarité entraîna-t-elle en définitive, aussi bien sur le judaïsme français en général que sur l'intégration des immigrés ? Au total, entre 1919 et 1939, celle-ci entraîna une complète mutation du paysage juif français : malgré la persistance des représentations négatives de toutes sortes, l'intégration des nouveaux arrivés avait fait son chemin. La solidarité à base strictement religieuse fut rare. Considérable apparaissait en revanche l'autre type de solidarité, fondé sur le couple formé par la judéité et l'adhésion à des valeurs politiques communes. Considérable mais insuffisante face aux enjeux de taille qui se présentaient à Israël. L'arrivée des immigrés n'avait fait que mettre en relief une scission interne au judaïsme, et qui s'articulait autour de la question de l'identité juive en France, et, partant, de la perception de soi. Deux blocs, deux formes de solidarité s'affrontaient : d'un côté ceux qui s'abandonnaient à la patrie, de l'autre ceux qui restaient fidèles à la foi de leurs ancêtres. Cette opposition transcendait de loin les

différences entre juifs français et immigrés. L'un de ces derniers, Edgar Morin, en apportait la preuve éclatante au moment de la guerre :

Si je n'avais pas été juif, j'aurais réagi dès les débuts de l'occupation contre l'immonde antisémitisme, du moins je l'espère. Mais, me voulant plus lucide sur un point, je devenais plus aveugle sur l'autre.

J'étais même prêt à accepter l'immolation des juifs si le salut des autres Français était à ce prix – si la fatalité de l'Histoire l'exigeait¹³⁸.

- 57 Quand le salut de chacun était en cause, il n'y avait plus ni français ni immigrés.
- 58 Migration et religion : tels apparaissaient bien les deux principaux enjeux que les Juifs de France eurent à affronter dans l'entre-deux-guerres. La forte migration des Juifs étrangers vers la France nécessitait un effort de la part de leurs coreligionnaires du pays d'accueil. Par ailleurs, les contours de la pratique religieuse furent redéfinis : la sécularisation entraînait une désaffection à l'égard du culte qui se traduisait par un abandon des valeurs ancestrales et par un affaiblissement du lien qui pouvait rassembler les Juifs d'horizons divers. Ces deux enjeux de taille influaient d'ailleurs l'un sur l'autre : dans le pays de départ, la religion était à l'origine de la migration ; dans la contrée d'accueil, la migration entraîna une profonde mutation du modèle religieux. Une telle combinaison d'évolutions donne une idée de la forte complexité du cas juif, relativement aux rapports entre autochtones et immigrés. Appartenant à une minorité, les Israélites de France nourrissaient une double crainte : que les immigrés ébranlassent les fondements du franco-judaïsme, et que les Français tinssent ce dernier pour responsable des maux du pays. En revanche, une étude approfondie permet de dégager des points communs avec des situations similaires, dans d'autres religions ou nationalités : la méfiance réciproque entre autochtones et immigrés s'observait chez d'autres, de même que l'écart béant séparant les représentations et la prosaïque réalité. Les Juifs français avaient le sentiment que l'intégration tardait à se montrer. En fait, celle-ci apparaissait plus que tangible, comme en témoignait la mutation de la distinction entre français et immigrés en rapports fondés sur les divergences politiques, ce qui fit éclater les clivages nationaux. C'est que l'immigration révéla les incertitudes du judaïsme français. L'histoire n'est pas le lieu du jugement, mais de la compréhension : ainsi, l'attitude hostile des Israélites face à leurs coreligionnaires peut être lue comme une des preuves de l'absence d'assurance du judaïsme français de l'époque. Celui-ci n'avait toujours pas répondu à l'interrogation originelle qui lui était posée : pouvait-on être à la fois complètement français et complètement juif ? Le débat sur l'immigration fournit des éléments de réponse mais fut brusquement interrompu en 1939. Les années noires y apportèrent le point final : qu'ils fussent présents depuis des temps reculés, quand la France ne s'appelait pas encore France, ou qu'ils y eussent trouvé asile, comme sur une « Terre promise », depuis une poignée d'années seulement, tous les Juifs de France se sentaient devenir des étrangers.

NOTES

1. Fort utilisé depuis le XIX^e siècle, le terme d'« Israélite », tomba en désuétude après 1945, au moment de la redéfinition des contours de l'identité juive. Cf. Georges Wormser, *Français*

israélites. *Une doctrine, une tradition, une époque*, Paris, Éditions de Minuit, 1963 ; ainsi que l'ouvrage classique de Dominique Schnapper, *Juifs et Israélites*, Paris, Gallimard, 1980.

2. Nadia Malinovich, *Le Réveil d'Israël. Jewish Identity and Culture in France, 1900-1932*, PhD d'histoire, université du Michigan, 2000.

3. « L'immigration juive en France : un exposé du grand-rabbin de France », *L'Univers Israélite*, 30 septembre 1927.

4. Estimations tirées de : Sam Lévy, « Les Israélites sefardis en France (Juifs orientaux) », *L'Univers Israélite*, 26 février 1926 ; Ralph Schor, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996, p. 60 ; Patrick Weil, « De l'affaire Dreyfus à l'Occupation », dans Jean-Jacques Becker, Annette Wieviorka (dir.), *Les Juifs de France de la Révolution française à nos jours*, Paris, Liana-Levi, 1998, p. 108.

5. « L'immigration juive en France : un exposé du grand-rabbin de France », *L'Univers Israélite*, 30 septembre 1927. Cette disparité numérique s'explique par le fait que les Juifs de l'époque s'appuyaient sur les registres du Consistoire ou des associations juives d'aide aux immigrés, ce qui omettait les immigrés sans rapport avec ces institutions.

6. Doris Bensimon et Sergio Della Pergola, *La Population juive en France : socio-démographie et identité*, Paris et Jérusalem, Éditions du CNRS et Hebrew University of Jerusalem, 1986, p. 33.

7. Jacques Biélinisky, « Les "Pollacks" et la France », *L'Univers Israélite*, 29 mai 1925. Jacques Biélinisky, haute figure du judaïsme officiel, était l'un des meilleurs connaisseurs de l'immigration et en était d'ailleurs issu.

8. *Id.*, « L'état actuel de l'émigration », *L'Univers Israélite*, 6 septembre 1929.

9. David H. Weinberg, *Les Juifs à Paris de 1933 à 1939*, Paris, Calmann-Lévy, 1974, p. 20.

10. Ben-Ammi, « Les Juifs étrangers à Paris », *L'Univers Israélite*, 7 janvier 1921.

11. La France hébergeait ainsi, en 1931, 808 000 Italiens, 507 800 Polonais, 351 900 Espagnols et 253 700 Belges. Ralph Schor, *op. cit.*, p. 60.

12. Patrick Weil, *art. cit.*, p. 108.

13. Roger Heymann, « L'assimilation civique des Juifs immigrés », *L'Univers Israélite*, 26 novembre 1926.

14. David H. Weinberg, *op. cit.*, p. 22.

15. Jacques Biélinisky, « Les émigrants juifs à Belleville », *L'Univers Israélite*, 15 octobre 1926.

16. Annie Benveniste, *Le Bosphore à la Roquette : la communauté judéo-espagnole à Paris, 1914-1940*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 66.

17. « L'émigration juive », *Paix et Droit*, mars 1921.

18. « Les problèmes actuels de l'émigration », *Paix et Droit*, mars 1928.

19. Élie Éberlin, *Les Juifs d'aujourd'hui*, Paris, Rieder, 1927, p. 48.

20. *Ibid.*, p. 55-56.

21. Erwin Schnurmann, *La Population juive en Alsace*, Paris, Sirey, 1936, p. 20. Cf. « Les problèmes actuels de l'émigration », *Paix et Droit*, mars 1928.

22. « L'émigration juive », *Paix et Droit*, mars 1921.

23. Ilex Beller, *De mon shtetl à Paris*, Paris, Éditions du Scribe, 1991, p. 56.

24. Sylvia Ostrowietsky, *Quelqu'un ou le livre de Moïshe*, Paris, Kimé, 1995, p. 77.

25. Catherine Gousseff, « Les Juifs russes en France : profil et évolution d'une collectivité », *Archives Juives*, n° 34/2, 2^e semestre 2001, p. 5.

26. Annie Benveniste, *op. cit.*, p. 31.

27. *Ibid.*, p. 21-34.

28. Renzo De Felice, *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo*, Turin, Einaudi, 1961 ; ainsi que Marie-Anne Matard-Bonucci, *L'Italie fasciste et la persécution des Juifs*, Paris, Perrin, 2007. L'Italie était d'ailleurs souvent citée comme un exemple de pays et de régime philosémites par les Israélites français.

29. Dan V. Segre, « L'emigrazione ebraica sarà stata una emigrazione politica ? », dans *L'Émigration politique en Europe aux XIX^e et XX^e siècles*, École française de Rome, 1991, p. 99.
30. À titre de comparaison, Nancy Green, *Les Travailleurs immigrés juifs à la Belle Époque*, Paris, Fayard, 1985 ; ainsi que, sur cette question, Émile Temime, « Émigration “politique” et émigration “économique” », dans *L'Émigration politique en Europe...*, op. cit., p. 58.
31. « L'émigration juive », *Paix et Droit*, mars 1921.
32. Maurice Rajsfus, *Mon père l'étranger. Un immigré juif polonais à Paris dans les années 1920*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 29.
33. Jacob Kaplan, Sermon du premier jour de Pessach (Pâque juive) 5693 : 12 avril 1933, à la synagogue de la rue Notre-Dame de Nazareth, dans *Les Temps d'épreuve : sermons et allocutions*, Paris, Éditions de Minuit, 1952, p. 18-19. Cf. également Jacques Biélinaky, « Pour franciser les Juifs immigrés », *L'Univers Israélite*, 11 juin 1926.
34. U.C., « Le Judaïsme français et les Juifs nouvellement immigrés », *L'Univers Israélite*, 18 juin 1926 ; Jéhouda Tchernoff, *Dans le creuset des civilisations. T. 2 : Le destin d'un émigré*, Paris, Rieder, 1937, p. 2.
35. Cité par Michel Winock, *La France et les Juifs de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 379.
36. Hersch Mendel, *Mémoires d'un révolutionnaire juif*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1982, p. 136, et Jéhouda Tchernoff, *Dans le creuset des civilisations. T. 4 : Des prodromes du bolchevisme à une Société des Nations*, Paris, Rieder, 1938, p. 276.
37. André Kaspi et Antoine Marès (dir.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, Paris, Imprimerie nationale, 1989.
38. Ilex Beller, op. cit., p. 75.
39. Jéhouda Tchernoff, *Dans le creuset des civilisations. T. 2 : Le destin d'un émigré*, op. cit., p. 1.
40. Cf. la description de l'esprit français dans Lion Feuchtwanger, *Le Diable en France*, Paris, Belfond, 1992, p. 21 sq.
41. Cf. toutefois Alfred Berl, « L'immigration juive en France et l'assimilation », *Paix et Droit*, mai 1927.
42. Erwin Schnurmann, op. cit., p. 22.
43. Alfred Berl, « L'immigration juive en France et l'assimilation », *Paix et Droit*, mai 1927.
44. Paula Hyman, *De Dreyfus à Vichy. L'évolution de la communauté juive en France, 1906-1939*, Paris, Fayard, 1985, p. 176.
45. Ralph Schor, *L'Antisémitisme en France pendant les années trente*, Bruxelles, Complexe, 1992, p. 208-209.
46. Paula Hyman, op. cit., p. 408.
47. *Ibid.*, p. 211.
48. Jéhouda Tchernoff, *Dans le creuset des civilisations. T. 4 : Des prodromes du bolchevisme à une Société des Nations*, op. cit., p. 246.
49. Jacques Biélinaky, « Les “Pollacks” et la France », *L'Univers israélite*, 24 mai 1925.
50. Jéhouda Tchernoff, *Dans le creuset des civilisations. T. 4 : Des prodromes du bolchevisme à une Société des Nations*, op. cit., p. 246. Également cité en partie par Ralph Schor, *L'Antisémitisme en France...*, op. cit., p. 209.
51. *Ibid.*, p. 248.
52. William Oualid, « Émigration et profession », *Paix et Droit*, février 1929. Du même auteur, *L'Immigration ouvrière en France*, Paris, Éditions de la SAPE, 1927, p. 53 sq.
53. *Ibid.*
54. Roger Heymann, « L'assimilation civique des Juifs immigrés », *L'Univers Israélite*, 26 novembre 1926.
55. U.C., « Le Judaïsme français et les Juifs nouvellement émigrés », *L'Univers Israélite*, 18 juin 1926.
56. Ralph Schor, *L'Antisémitisme en France...*, op. cit., p. 206.

57. À titre d'exemple, Charles Maurras, « L'Allemagne et les Juifs », *L'Action Française*, 9 octobre 1933. Voir également l'attitude du nationaliste et antidreyfusard Maurice Barrès qui, au lendemain de la guerre, était revenu sur ses préjugés et glorifiait l'attitude des Juifs pendant le conflit, dans *Les diverses familles spirituelles de la France*, Paris, Émile-Paul frères, 1917, 5^e chapitre.
58. Pierre Tuc, « Les étrangers chez nous », *L'Action Française*, 26 avril 1933. Cf. Raymond Millet, *Trois millions d'étrangers en France : les indésirables, les bienvenus*, Paris, Librairie de Médicis, 1938, p. 107 sq.
59. Nathan Frank, *Parizer Haynt*, 3 mars 1933. Cité par Paula Hyman, *op. cit.*, p. 182.
60. Philippe-E. Landau, *Les Juifs de France et la Grande Guerre : un patriotisme républicain, 1914-1941*, Paris, Éditions du CNRS, 1999, p. 40 et p. 47.
61. Élie Éberlin, *op. cit.*, p. 22.
62. Roger Heymann, « L'assimilation civique des Juifs immigrés », *L'Univers Israélite*, 26 novembre 1926.
63. Maurice Rajsfus, *op. cit.*, p. 69-70 ; ainsi que Didier Epelbaum, *Les Enfants de papier. Les Juifs de Pologne immigrés en France jusqu'à 1940 : l'accueil, l'intégration, les combats*, Paris, Grasset, 2002, p. 133.
64. Alfred Berl, « L'immigration juive en France et l'assimilation », *Paix et Droit*, mai 1927.
65. Extrait de l'allocution prononcée par l'Association pour le développement civique et l'instruction des immigrants israélites lors d'une assemblée générale à la mairie du 3^e arrondissement de Paris en juin 1926, dans Jacques Biélinisky, « Pour franciser les juifs immigrés », *L'Univers Israélite*, 11 juin 1926.
66. Élie Éberlin, *op. cit.*, p. 69.
67. Salvo Mastellone, « L'idea di latinità (1914-1922) », dans Jean-Baptiste Duroselle et Enrico Serra (a cura di), *Italia e Francia dal 1919 al 1939*, Milan, ISPI, 1981, p. 13-19.
68. Paul Gentizon, « Fascisme et antisémitisme », *Samedi*, 18 avril 1936.
69. « Juifs d'Orient », *L'Univers Israélite*, 26 août 1927 ; Alfred Berl, « L'immigration juive en France et l'assimilation », *Paix et Droit*, mai 1927.
70. Sam Lévy, « Les Israélites sefardis en France (Juifs orientaux) », *L'Univers Israélite*, 26 février 1926.
71. *Ibid.*
72. Albert Cohen, *Solal*, Paris, Gallimard, 1930.
73. Edgar Morin, *Vidal et les siens*, Paris, Le Seuil, 1989, p. 130.
74. *Ibid.*, p. 121.
75. Cf. la critique de cette théorie dans Jacques Biélinisky, « "Judaïsme latin" ou "Judaïsme slave" », *L'Univers Israélite*, 30 novembre 1928.
76. William Oualid, « Émigration et profession », *Paix et Droit*, février 1929.
77. Jacques Biélinisky, « Les émigrants juifs à Belleville », *L'Univers Israélite*, 15 octobre 1926.
78. Émile Cahen, *Archives Israélites*, 5 juillet 1923.
79. Catherine Nicault, *La France et le sionisme, 1897-1948. Une rencontre manquée ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1992, p. 148.
80. Roger Heymann, « L'assimilation civique des Juifs immigrés », *L'Univers Israélite*, 26 novembre 1926.
81. Jacques Biélinisky, « Les émigrants juifs à Belleville », *L'Univers Israélite*, 15 octobre 1926.
82. *Ibid.*
83. Alfred Berl, « L'immigration juive en France et l'assimilation », *Paix et Droit*, mai 1927.
84. « À propos des "Émigrants juifs en France" », courrier des lecteurs de *L'Univers Israélite*, 22 octobre 1926.
85. Jacques Biélinisky, « Le problème du yidich [sic] », *L'Univers Israélite*, 27 juillet 1928.
86. Maurice Rajsfus, *op. cit.*, p. 88.
87. Jacob Lévy, *Les Pollacks*, Paris, Ferenczi & Fils, 1925.

88. *Ibid.*, p. 63. Cf. Camille Marbo, *Flammes juives*, Paris, 1936, rééd. Paris, Les Belles Lettres, 1999, p. 196.
89. Cela correspondait d'ailleurs à un durcissement de l'attitude française générale à l'égard des Polonais, au moment de la crise. Janine Ponty, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988, p. 300 sq.
90. Irène Némirovsky, *David Golder*, Paris, Grasset, 1929. L'auteur, bien que d'origine ukrainienne, se fit la détractrice des Juifs étrangers en France, en écrivant notamment dans les colonnes de journaux d'extrême droite. D'aucuns la dépeignent comme une véritable juive antisémite ; les thèmes qu'elle agissait s'apparentaient en tout cas à ceux déployés par les antisémites de l'entre-deux-guerres.
91. À leur nombre figuraient notamment Henri Berr, Henri Bergson, Émile Durkheim, relayés par les deux principaux périodiques juifs *L'Univers Israélite* et les *Archives Israélites*.
92. Philippe-E. Landau, « Juifs français et allemands dans la Grande Guerre », *Vingtième Siècle*, n° 47, juillet-septembre 1995, p. 70-76.
93. Henri Berr, *Le germanisme contre l'esprit français*, Paris, La Renaissance du livre, 1919.
94. Ralph Schor, « L'opinion française et les réfugiés d'Europe centrale (1919-1939) », dans Karel Bartosek, René Gallissot et Denis Peschanski (dir.), *De l'exil à la résistance. Réfugiés et immigrés d'Europe centrale en France, 1933-1945*, Paris, Presses Universitaires de Vincennes-Arcantière, 1989, p. 37.
95. *La Défense des droits et de la dignité des réfugiés et apatrides, israélites et non israélites en France en 1934, 1935 et 1936*, Paris, Comité pour la défense des Israélites en Europe centrale et orientale, 1937, p. 1.
96. Cf. Comité français pour la protection des intellectuels juifs persécutés, *La Protestation de la France contre les persécutions antisémites*, Paris, Lipschutz, 1933.
97. Élisabeth Marum-Lunau, *Boches ici, Juifs là-bas : correspondances d'exilés du III^e Reich, 1939-1942*, Aix-en-Provence, Édisud, 1997.
98. Sur la présence des Juifs d'Algérie à Paris, voir Jean Laloum, « Des Juifs d'Afrique du Nord au Pletzl ? Une présence méconnue et des épreuves oubliées (1920-1945) », *Archives Juives*, n° 38/2, 2^e semestre 2005, p. 47-83.
99. Dans l'ensemble des évocations, la possession de la nationalité française apparaissait bien souvent secondaire : les Israélites français parlaient en fait nettement plus d'« immigrés » que d'« étrangers » au sens propre. L'origine primait. C'est pourquoi la question de la perception de certains Juifs d'Afrique du Nord, surtout tunisiens et marocains, mérite d'être posée.
100. Lucienne Germain, « L'anglo-judaïsme de la révolution industrielle à la seconde guerre mondiale : un israélitisme à la britannique ? », dans Patrick Cabanel et Chantal Bordes-Benayoun (dir.), *Un modèle d'intégration. Juifs et Israélites en France et en Europe, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Berg International, 2004, p. 209-222.
101. Certes, dans l'opinion française, les Italiens occupaient une place de choix, mais ils ne se voyaient pas décerner de lauriers aussi fournis que dans le cas de l'opinion juive ; l'on critiquait souvent leurs mœurs jugées primitives et leur éducation considérée comme peu soignée. En revanche, l'opinion française ne chargeait pas autant le portrait des Russes et des Polonais, qui suscitaient parfois une appréhension favorable, voire une attirance marquée, tandis que les Levantins étaient affublés d'importants défauts. Seul le cas des Allemands semble analogue. Ralph Schor, *L'Opinion française et les étrangers, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, p. 138-174.
102. Dorothea Bohnenkamp, *Une expérience dialectique de la République ? Intégration politique et identités juives dans l'entre-deux-guerres. Paris et Berlin, 1918-1933*, thèse de doctorat, histoire, sous la direction de Serge Berstein, IEP Paris, 2005, p. 190.
103. Wladimir Rabi, *Samedi*, 11 juin 1939. Cité par Paula Hyman, *op. cit.*, p. 299.

104. Alfred Berl, « L'immigration juive en France et l'assimilation », *Paix et Droit*, mai 1927 ; cf. Ralph Schor, « Le facteur religieux et l'intégration des étrangers en France (1919-1939) », *Vingtième Siècle*, n° 7, juillet-septembre 1985, p. 110, ainsi que, du même auteur, « Une solidarité religieuse : l'accueil des catholiques étrangers par l'Église de France (1919-1939) », *Cahiers de la Méditerranée*, 1982.
105. Roger Heymann, « L'assimilation civique des Juifs immigrés », *L'Univers Israélite*, 26 novembre 1926.
106. Élie Éberlin, *op. cit.*, p. 45.
107. J.M., « La misère juive à Paris », *L'Univers Israélite*, 26 août 1927.
108. Pour le détail de tous les organismes juifs d'assistance, voir Simon Epstein, *Les Institutions israélites françaises de 1929 à 1939 : solidarité juive et lutte contre l'antisémitisme*, Thèse de doctorat, sciences politiques, sous la direction de Pierre Birnbaum, Paris I, 1990.
109. Catherine Nicault, « L'accueil des Juifs d'Europe centrale par la communauté juive française (1933-1939) », dans Karel Bartosek, René Gallissot et Denis Peschanski (dir.), *op. cit.*, p. 54.
110. Paula Hyman, *op. cit.*, p. 198.
111. *Ibid.*, p. 189.
112. Jacques Biélsky, « Le chômage dans la population juive immigrée », *L'Univers Israélite*, 15 avril 1932.
113. Élie Éberlin, *op. cit.*, p. 30.
114. Joseph Fischer, « Le judaïsme dans la guerre », *La Terre Retrouvée*, 15 septembre 1939.
115. Jacob Kaplan, Sermon du jour de Pessah (Pâque juive) 5697 : 2 avril 1937, à la synagogue de la rue de la Victoire, à Paris, dans *Les Temps d'épreuve : sermons et allocutions*, *op. cit.*, p. 54-55.
116. *Ibid.*, p. 55-56.
117. Paula Hyman, *op. cit.*, p. 211-230 ; ainsi que Diane Afoumado, « Le consistoire et les Juifs immigrés en France pendant les années 1930 », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 172, mai-août 2001, p. 266-284.
118. Joseph Rovin, *Mémoires d'un Français qui se souvient d'avoir été allemand*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 102.
119. Jéhouda Tchernoff, *Dans le creuset des civilisations. T. 4 : Des prodromes du bolchevisme à une Société des Nations*, *op. cit.*, p. 277.
120. Ilex Beller, *op. cit.*, p. 80.
121. Maurice Rajsfus, *op. cit.*, p. 81.
122. Sam Lévy, « Les Israélites sefardis en France (Juifs orientaux) », *L'Univers Israélite*, 26 février 1926.
123. Maurice Rajsfus, *op. cit.*, p. 116.
124. U.C., « Le Judaïsme français et les Juifs nouvellement émigrés », *L'Univers Israélite*, 18 juin 1926.
125. Boris Czerny, « Paroles et silences. L'affaire Schwartzbard et la presse juive parisienne (1926-1927) », *Archives Juives*, n° 34/2, 2^e semestre 2001, p. 57-71.
126. Emmanuel Debono, *Militer contre l'antisémitisme en France dans les années 1930 : l'exemple de la Ligue internationale contre l'antisémitisme, 1927-1940*, Mémoire de DEA, histoire, sous la direction de Serge Bernstein, IEP Paris, 2000, p. 30. Cf. également Richard Millman, *La Question juive entre les deux guerres. Ligues de droite et antisémitisme en France*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 202-207.
127. Cf. la composition bigarrée du Comité central de la LICA dans Emmanuel Debono, *op. cit.*, p. 235 et 236.
128. À titre d'exemples, Archives de l'Alliance israélite universelle (AIU), Comité de Vigilance (CDV), Boîte 6, dossier 16, « Pour un Groupement National et Républicain des Israélites de France en vue d'enrayer les dangers d'un mouvement antisémitique », document joint à une lettre-type de M. Joly, adressée en plusieurs exemplaires à nombre de personnalités juives et non-juives, 1^{er}

juillet 1936 ; ainsi que « Confession dangereuse », *Samedi*, 12 septembre 1936, et « Position de la Lica », *Samedi*, 6 décembre 1936.

129. Georges Zérarcha, « Bonnes et mauvaises méthodes de lutte contre le racisme. Question de gros sous », *Le Droit de Vivre*, 26 novembre 1938.

130. « L'antisémitisme allemand : les horreurs du III^e Reich », *Paix et Droit*, décembre 1938.

131. Simon Marshall, « Il y a maldonne », *Affirmation*, 12 mars 1939.

132. Georges Zérarcha, « La loi doit être appliquée, sinon les racistes se croiraient plus forts qu'elle », *Le Droit de Vivre*, 6 mai 1939.

133. Élie Éberlin, *op. cit.*, p. 193.

134. Maurice Rajsfus, *Sois juif et tais-toi ! 1930-1940. Les Français « israélites » face au nazisme*, Paris, EDI, 1981, p. 14.

135. Bernard Lecache, « V^e anniversaire à Berlin. Pour les Juifs "bien nés" », *Le Droit de Vivre*, 5 février 1938. Cf. « Juifs et Israélites », *Le Droit de Vivre*, février 1935.

136. Ralph Schor, *L'Opinion française...*, *op. cit.*, p. 666 sq.

137. Catherine Nicault, « L'abandon des Juifs avant la Shoah : la France et la conférence d'Évian », *Les Cahiers de la Shoah*, n° 1, 1994.

138. Edgar Morin, *Autocritique*, Paris, Julliard, 1959, p. 28.

RÉSUMÉS

Dans l'entre-deux-guerres, de nombreux Juifs étrangers gagnèrent la France, ce qui modifia en profondeur la structure de la judaïcité française. Les Juifs autochtones, craignant que ce flux n'entraînât un regain d'antisémitisme, réservèrent souvent un accueil mitigé à leurs coreligionnaires immigrés. Malgré l'aide qu'ils apportèrent à ces derniers, ils échouèrent à mettre en place une véritable solidarité religieuse ; en réaction, ce fut donc sur le plan politique que les liens se tissèrent entre certains Juifs français et immigrés. Les divisions internes des Juifs de France n'en furent que plus accusées.

Between the two wars, a lot of foreign Jews came to France, and it deeply modified the structure of French Jewry. French Jews, who feared that this immigration might lead to a revival of antisemitism, often gave their co-religionist immigrants a bad reception. Even if they assisted the immigrants, they did not manage to establish a real religious solidarity ; in reaction to that, some French and immigrant Jews forged political ties. This situation deepened the splits within French Jewry.

INDEX

Mots-clés : antisémitisme, assimilation, immigration juive, intégration, Juifs de France, solidarité juive

AUTEUR

JÉRÉMY GUEDJ

Allocataire-moniteur en histoire contemporaine à l'université de Nice. Prépare une thèse intitulée *La IV^e République et l'immigration. Politique, opinion, intégration*, sous la direction de Ralph Schor.

Publications :

- « La figure du Juif efféminé. Genre, homophobie et antisémitisme dans la France des années 1930 à travers les discours d'extrême droite », dans Régis Revenin (dir.), *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours. Contributions à l'histoire du genre et de la sexualité en France*, préface d'Alain Corbin, Paris, Autrement, 2007.

« Les répercussions de l'assassinat de Paul Doumer dans les Alpes-Maritimes », *Recherches Régionales*, n° 189, janvier-mars 2008.

« La musique judéo-arabe : patrimoine majeur de la culture maghrébine en exil », à paraître dans le catalogue de l'exposition *Génération : un siècle d'histoire culturelle des Maghrébins en France*, organisée par l'association Génériques (vernissage, novembre 2008).

En collaboration avec Yvan Gastaut, Stéphane Mourlane, Ryzlène Dahhan, Gilles Frigoli et Christian Rinaudo, *Histoire et mémoires de l'immigration en Provence-Alpes-Côte-d'Azur*, à paraître en 2009.